

Informations complémentaires concernant l'avis de marché

Travaux de construction d'infrastructures au profit des coopératives agricoles et des sous-préfectures de Kanakono, Papara, Débété dans le département de Tengréla en Côte d'Ivoire - 19/SECUNORD2/TRAV/COGINTA/2026

Département de Tengréla— République de Côte d'Ivoire

1. Nature du marché

Montant forfaitaire

2. Intitulé du programme

Projet d'appui à la sécurisation et à la valorisation de l'exploitation aurifère artisanale comme facteur de développement et de cohésion sociale au Nord de la Côte d'Ivoire (SECORCI 2).

3. Financement

Le projet est financé par l'Union européenne conformément aux règles du contrat de subvention portant la référence NDICI AFRICA/2024/457-641.

4. Base juridique, éligibilité et règles d'origine

La base juridique de la présente procédure est le règlement (UE) 2021/947 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde (IVCDCI)¹. Voir annexe A2 du Guide pratique des procédures contractuelles applicables à l'action extérieure de l'UE (PRAG).

Pour la présente procédure d'attribution de marché, financée par le programme relatif à la paix et à la stabilité de l'IVCDCI, la participation est ouverte sans restriction.

La participation est également ouverte aux organisations internationales.

Toutes les fournitures et tous les matériaux achetés dans le cadre du présent marché peuvent provenir de n'importe quel pays.

5. Candidature

Toute personne physique ou morale éligible (au sens du point 4 ci-dessus) ou tout groupement de telles personnes (consortium) peut participer ou soumettre une offre.

Un consortium peut être, soit un groupement permanent doté d'un statut juridique, soit un groupement informel créé aux fins d'une procédure de passation de marché spécifique. Tous les partenaires d'un consortium (c'est-à-dire le chef de file et tous les autres partenaires) sont conjointement et solidairement responsables devant le pouvoir adjudicateur.

La participation ou l'offre d'une personne physique ou morale inéligible entraînera l'exclusion automatique de la personne concernée. En particulier, si cette personne fait partie d'un consortium, son exclusion entraînera celle du consortium dans son ensemble.

¹ Règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil (JO L 209 du 14.6.2021, p. 1).

6. Nombres de demandes de participation ou d'offres

Une personne physique ou morale ne peut pas soumettre plus d'une demande de participation ou offre, quelle que soit la forme de sa participation (en tant qu'entité légale individuelle ou en tant que chef de file ou partenaire d'un consortium soumettant une demande de participation ou une offre). Si une personne physique ou morale soumet plus d'une demande de participation ou offre, toutes les demandes de participation ou offres auxquelles cette personne participe seront rejetées.

En cas de lots, les candidats ou soumissionnaires ne peuvent soumettre qu'une seule demande de participation ou offre pour chaque lot. Les marchés seront attribués lot par lot et chaque lot fera l'objet d'un contrat distinct.

7. Motifs d'exclusion

Les candidats doivent présenter une déclaration signée, incluse dans le formulaire de demande de participation, par laquelle ils attestent qu'ils ne se trouvent dans aucune des situations visées à la section 2.6.10.1. du **PRAG**. Lorsque le candidat entend avoir recours à des entités pourvoyeuses de capacités ou à un ou plusieurs sous-traitants, il doit fournir la même déclaration signée par cette ou ces entités.

Les candidats figurant sur les listes des personnes, groupes et entités faisant l'objet de mesures restrictives de l'UE (voir section 2.4. du PRAG) au moment de la décision d'attribution ne peuvent se voir attribuer le marché.

8. Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance est autorisé et le montant maximal de cette sous-traitance ne peut excéder 30 % de la valeur du marché.

9. Nombre de candidats présélectionnés

NA

10. Interdiction d'association entre candidats présélectionnés

NA.

11. Date prévue pour l'envoi des invitations à soumissionner

Lundi, 25 mai 2026

12. Date prévue pour le commencement de l'exécution du marché

La date de commencement des travaux sera fixée par Ordre de service.

13. Période de mise en œuvre des tâches

La période de mise en œuvre des tâches partant de la signature du contrat jusqu'à la réception provisoire est de 180 jours.

14. Langue de la procédure

Le français sera utilisé dans toute communication écrite relative au présent appel d'offres et au présent marché.

15. Informations complémentaires

Les données financières que le candidat doit fournir dans le formulaire de demande de participation ou dans le formulaire de soumission d'une offre doivent être exprimées en XOF. Le cas échéant, lorsqu'un candidat mentionne des montants initialement exprimés dans une autre monnaie, la conversion en XOF est effectuée conformément au taux de change InforEuro de juillet 2026, qui peut être consulté à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/procedures-guidelines-tenders/information-contractors-and-beneficiaries/exchange-rate-inforeuro_fr.

CRITÈRES DE SÉLECTION

16. Critères de sélection

Entités pourvoyeuses de capacités

Un opérateur économique (soit un candidat ou un soumissionnaire) peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, avoir recours aux capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens entre lui-même et ces entités. Si l'opérateur économique s'appuie sur d'autres entités, il doit alors prouver au pouvoir adjudicateur qu'il disposera des ressources nécessaires pour exécuter le marché en produisant un document par lequel ces entités s'engagent à mettre ces ressources à sa disposition. Ces entités, par exemple la société mère de l'opérateur économique, doivent respecter les mêmes règles d'éligibilité, notamment celle de la nationalité, et remplir les mêmes critères de sélection que l'opérateur économique. **En outre, les informations relatives à ces entités tierces au regard des critères de sélection applicables devront figurer dans un document séparé.** La preuve de leur capacité devra également être fournie à la demande du pouvoir adjudicateur.

En ce qui concerne les critères techniques et professionnels, un opérateur économique ne pourra avoir recours aux capacités d'autres entités que lorsque ces dernières exécuteront les tâches pour lesquelles ces capacités sont requises.

En ce qui concerne les critères économiques et financiers, les entités aux capacités desquelles l'opérateur économique a recours deviennent conjointement et solidairement responsables pour l'exécution du marché.

Les critères de sélection pour chaque soumissionnaire sont les suivants pour chacun des lots soumissionnés :

a) Capacité économique et financière du candidat :

- Le chiffre d'affaires annuel moyen du soumissionnaire au cours des trois dernières années doit être égal au moins à XOF 50.000.000
- Il doit avoir accès à un crédit et à d'autres facilités financières suffisantes pour couvrir les flux de trésorerie requis pour la durée du marché. Dans tous les cas, le montant du crédit disponible doit dépasser l'équivalent de XOF 10.000.000
- Le ratio de liquidité générale (actif à court terme par rapport au passif à court terme) doit être d'au moins 1 pour le dernier exercice clos.

b) Capacité technique et professionnelle du candidat :

- il doit avoir achevé au moins 3 projets dont la nature/le montant/la complexité est identique à la nature/au montant/à la complexité des travaux sur lesquels l'offre porte et ayant été mis en œuvre durant la période suivante : 5 années à compter de la date limite de soumission. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander des copies des certificats de bonne exécution signés par les maîtres d'œuvre/le pouvoir adjudicateur pour les projets concernés.

- Le personnel d'encadrement doit répondre aux exigences minimales comme suit (formulaires 4.6.1.2 et 4.6.1.3):

N*	Postes	Formation	Expérience générale	Expérience spécifiques	Nombre de personnel
1	Conducteur des travaux	technicien en bâtiment ou équivalent Bac +2	5 ans d'expérience générale dans les travaux de construction de bâtiments	Au moins 2 expériences de même envergure en tant que chef de projet	1
2	Chef Chantier	technicien en bâtiment ou équivalent Bac +2	2 ans d'expérience générale dans les travaux de construction de bâtiments	Au moins 2 expériences de même envergure en tant que chef de chantier	1

Pour le cas où plusieurs lots seraient attribués à un même soumissionnaire, il doit satisfaire les critères additionnels suivants seront utilisés :

a) Capacité économique et financière du candidat

- Le chiffre d'affaires annuel moyen du soumissionnaire au cours des trois dernières années (exercices clos) doit être supérieur ou égal à la valeur cumulative des chiffres d'affaires des lots soumissionnés.

b) Capacité technique et professionnelle du candidat

- Le soumissionnaire doit avoir accès à une ligne de crédit supérieure ou égale à la valeur cumulative des montant exigés pour les lots soumissionnés.

17. Critères d'attribution

Le seul critère d'attribution est le prix : l'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre conforme aux exigences techniques proposant le prix le moins élevé.

Si une offre est techniquement conforme et moins disante sur plusieurs lots, il lui sera attribué les deux (02) lots pour lesquels l'écart avec le second est plus conséquent

PARTICIPATION

18. Présentation des demandes de participation et informations à fournir

Les demandes de participation doivent être soumises au moyen du formulaire de demande de participation, dont le format et les instructions doivent être strictement respectés. Le formulaire de demande de participation est en pièce jointe et disponible sur l'internet à l'adresse suivante:

<https://wikis.ec.europa.eu/display/ExactExternalWikiFR/Annexes>

La demande de participation doit être accompagnée d'une déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection établie au moyen du modèle en annexe

Aucun document (brochure, lettre, etc.) joint à la demande de participation en plus des documents requis ne sera pris en considération.

19. Modalités de soumission des demandes de participation

Les demandes de participation doivent être transmises en français uniquement au pouvoir adjudicateur sous enveloppe scellée :

- Soit par la poste , auquel cas le cachet de la poste ou la date du récépissé de dépôt fait foi, à :

Association COGINTA en Côte d'Ivoire
Angré 9 Tranche, Cité STAR 12, Abidjan
Code postal : Abidjan 01

E-mail: sib@coginta.org, sales@coginta.org

soit en mains propres directement dans les locaux du pouvoir adjudicateur par le participant en personne ou par un mandataire du participant, contre accusé de réception signé et daté, auquel cas l'accusé de réception fait foi, à:

Association COGINTA en Côte d'Ivoire
Angré 9 Tranche, Cité STAR 12, Abidjan
Code postal : Abidjan 01

E-mail: sib@coginta.org, sales@coginta.org

L'intitulé et la référence de publication du marché (voir l'avis de marché) doivent figurer lisiblement sur l'enveloppe contenant la demande de participation et doivent être mentionnés dans toute correspondance ultérieure avec le pouvoir adjudicateur.

Les demandes de participation soumises par tout autre moyen ne seront pas prises en considération.

20. Date limite de soumission des demandes de participation

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il existe deux systèmes différents pour l'envoi des demandes de participation : d'une part, l'envoi par la poste ou par un service de messagerie privé et, d'autre part, la remise en mains propres.

Dans le premier cas, la demande de participation doit être envoyée avant la date et l'heure limites de soumission, le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt faisant foi², tandis que, dans le second cas, c'est l'accusé de réception délivré au moment de la réception de la demande de participation qui fait foi.

La date limite de soumission des demandes de participation est indiquée au point IV.2.2 de l'avis de marché.

Les demandes de participation adressées au pouvoir adjudicateur après la date limite ne seront pas prises en considération. Le pouvoir adjudicateur peut, pour des raisons d'efficacité administrative, rejeter toute demande de participation soumise à temps mais reçue, pour des raisons échappant au contrôle du pouvoir adjudicateur, après la date effective d'approbation de la liste des candidats présélectionnés, si le fait d'accepter des demandes de participation soumises à temps mais arrivées

² Il est conseillé de recourir à l'envoi recommandé, au cas où le cachet de la poste ne serait pas lisible.

tardivement risque de retarder exagérément la procédure d'évaluation ou de remettre en cause des décisions déjà prises et communiquées.

21. Éclaircissements concernant l'avis de marché

Toute demande d'éclaircissements doit être adressée au Pouvoir adjudicateur au plus tard 21 jours avant la date limite de soumission des demandes de participation indiquée au point **IV.2.2 de l'avis de marché**.

Les éclaircissements seront publiés sur le site internet de Coginta au plus tard huit jours avant la date limite de soumission des demandes de participation. Le site internet sera mis à jour régulièrement et il appartient aux candidats de le consulter pour se tenir au courant des mises à jour et des modifications durant toute la période de soumission.

22. Résultats de l'évaluation

En soumettant une demande de participation, les candidats acceptent d'être informés de l'issue de la procédure par voie électronique. Cette information est réputée avoir été reçue à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur l'a envoyée à l'adresse électronique indiquée dans le formulaire de demande de participation.

23. Modification ou retrait des demandes de participation

Les candidats peuvent modifier ou retirer leurs demandes de participation par notification écrite avant la date limite de soumission des demandes de participation. Aucune demande de participation ne pourra être modifiée après cette date.

Toute notification de modification ou de retrait doit être préparée et soumise conformément aux instructions énoncées au point précédent. L'enveloppe extérieure (et, le cas échéant, l'enveloppe intérieure correspondante) devra porter la mention «Modification» ou «Retrait», selon le cas.